



mardi 16 mai 2017

## Les grands titres:

- Centrafrique : l'ONU dénonce la recrudescence des violences et alerte sur la situation critique des déplacés
- Mali : quatre Casques bleus blessés dans une attaque contre un camp de la MINUSMA à Tombouctou
- Syrie : reprise des pourparlers de paix à Genève sous l'égide de l'ONU
- La croissance mondiale se renforce mais de nombreux pays sont à la traîne, selon l'ONU
- Plus de 1,2 million de décès d'adolescents chaque année, presque tous évitables, selon l'OMS
- Le Conseil de sécurité condamne les tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord les 28 avril et 13 mai
- Abyei : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la FISNUA jusqu'au 15 novembre 2017
- Yémen : l'ONU vient en aide aux déplacés et s'inquiète de la détérioration de la situation humanitaire à Taëz
- Kosovo : toujours pas de dégel des relations entre Belgrade et Pristina, selon l'envoyé de l'ONU
- Iraq : les habitants de Mossoul déplacés vont devoir affronter les fortes chaleurs de l'été, prévient l'OIM

## Centrafrique : l'ONU dénonce la recrudescence des violences et alerte sur la situation critique des déplacés



En République centrafricaine, la violence fait de nombreuses victimes parmi les civils (archives). Photo UNICEF/Jan Grarup

**16 mai** - Les Nations Unies ont exprimé leur vive préoccupation face à la récente recrudescence des violences et des tueries dans plusieurs régions de la République centrafricaine (RCA) qui a aggravé la situation humanitaire de milliers de civils déplacés.

Lundi soir, le Conseil de sécurité a fermement condamné les violences perpétrées par des éléments anti-Balaka dans la ville de Bangassou, dans le sud du pays, notamment les attaques et provocations à l'encontre des civils, de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA) et des travailleurs humanitaires.

Le weekend dernier, des hommes armés ont attaqué à l'arme lourde la base de la MINUSCA à Bangassou ainsi que le quartier musulman de Tokoyo où de nombreux civils ont été tués et blessés. Le nombre exact de victimes est encore indéterminé mais la MINUSCA a confirmé la mort d'un Casque bleu marocain lors de ces attaques portant à six le nombre de soldats de la paix tués en RCA la semaine dernière.



Inquiet face au nombre croissant d'attaques des groupes armés contre des civils dans tout le pays ces derniers mois, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a fermement condamné mardi les actes de violence et les atteintes aux droits de l'homme.

« Je rappelle à ceux qui commettent, donnent l'ordre, dirigent ou omettent d'empêcher ces attaques contre les civils, les travailleurs humanitaires et les Casques bleus de l'ONU, qu'ils peuvent être poursuivis pour crimes de guerre » a souligné M. Zeid dans un communiqué, appelant les autorités de Bangui à traduire en justice les combattants impliqués dans des violations et abus des droits de l'homme.

Le sud de la RCA a également été récemment touché par cette recrudescence des violences. A Alindao et dans les villages aux alentours, des informations non confirmées indiquent que du 7 au 9 mai, des affrontements entre des éléments des anti-Balaka et le groupe 'Unité pour la Paix en Centrafrique' (UPC) – une faction des ex-Séléka – auraient entraîné la mort d'environ 56 civils.

« La violence et les tensions croissantes se répandent dans les régions de la République centrafricaine qui étaient jusqu'à présent épargnées des terribles brutalités déjà observées dans d'autres régions du pays – ceci est très inquiétant et cette tendance représente un signal d'alarme fort », a déclaré le Haut-Commissaire.

« Le calme relatif durement gagné à Bangui et dans certaines villes importantes de la République centrafricaine risque d'être compromis par le regain progressif de la violence confessionnelle dans les zones rurales où les civils sans défense paient ainsi un lourd tribut », a-t-il prévenu, soulignant toutefois que les préparatifs pour le démarrage des activités de la Cour pénale spéciale représente un signal fort des autorités et de la communauté internationale que le climat continu d'impunité est désormais inacceptable.

La résurgence de la violence en RCA a également eu un impact sérieux et direct sur les acteurs humanitaires. Au cours des premiers mois de cette année, plus de 45 incidents ciblant des humanitaires ont été enregistrés dans tout le pays. La moitié de la population centrafricaine est dépendante de l'aide humanitaire et un Centrafricain sur cinq est déplacé.

Lors d'un point de presse mardi à Genève, un porte-parole du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Jens Laerke, a indiqué que les récentes violences à Bangassou ont contraint plus de 7.000 personnes à partir.

Entre 25.000 et 30.000 Centrafricains ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate à Bangassou. Le Bureau d'OCHA en RCA a également indiqué mardi sur Twitter que de nouvelles violences à Bria (est du pays) ont entraîné le déplacement forcé de plus de 3.000 personnes en quelques heures.

## Mali : quatre Casques bleus blessés dans une attaque contre un camp de la MINUSMA à Tombouctou



Le Président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta (à droite), accueille le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, au début de sa visite de trois jours. Photo: MINUSMA

**16 mai** - Quatre Casques bleus des Nations Unies et trois membres des Forces armées maliennes (FAMa) ont été blessés lundi à la suite d'une attaque contre un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Tombouctou, dans le nord du pays.

« Vers 13h15, le camp de la MINUSMA à Tombouctou a été la cible de tirs de mortiers. Le bilan provisoire fait état de sept blessés, soit quatre Casques bleus et trois membres des Forces armées maliennes (FAMa) », a déclaré la MINUSMA dans un communiqué de presse.

Selon les rapports préliminaires, huit obus auraient été tirés en direction de l'aéroport, non

loin duquel se trouve le camp de la MINUSMA.

Cette attaque survient moins de deux semaines après celle du 3 mai, qui avait fait un mort et neuf blessés parmi les Casques bleus de la MINUSMA à Tombouctou.

La MINUSMA a déclaré condamner fermement « cette attaque ignoble » et a dénoncé la récente recrudescence de violences dans plusieurs régions du nord du Mali, qui font des victimes tant chez les populations civiles, les Forces armées maliennes que les forces internationales.

La MINUSMA a appelé les parties signataires « à redoubler d'efforts dans la mise en œuvre pleine et entière de l'Accord de paix, seule voie pouvant mener au retour d'une stabilité durable au Mali ».

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, se trouvait mardi au Mali et il s'est rendu à Tombouctou avec le chef de la MINUSMA, Mahamat Annadif.

Ils ont rendu visite au contingent libérien sur le site de l'attaque du 3 mai. M. Lacroix a rendu hommage au Casque bleu tué lors de cette attaque et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général lors d'un point de presse à New York.

À Bamako, M. Lacroix a rencontré le Président malien Ibrahim Boubacar Keïta et a remis une lettre du Secrétaire général, encourageant à davantage de progrès dans la mise en œuvre de l'accord de paix.

## Syrie : reprise des pourparlers de paix à Genève sous l'égide de l'ONU



L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura. Photo ONU

**16 mai** - Le sixième cycle de pourparlers de paix inter-syriens a repris mardi à Genève, en Suisse sous l'égide des Nations Unies.

Sous la médiation de l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, des représentants du gouvernement syrien et des membres de l'opposition tenteront de trouver une solution au conflit frappe la Syrie depuis plus de six ans.

Cinq séries de pourparlers de paix ont déjà été organisées depuis 2016 sur les bords du lac Léman par l'Envoyé de l'ONU. La nouvelle série de pourparlers se tiendra sous le format de discussions indirectes.

Dans la matinée, M. de Mistura a accueilli la délégation de Damas conduite par l'ambassadeur syrien auprès des Nations Unies, Bachar al-Jaafari. Une rencontre avec l'opposition, dont une partie est représentée par le Haut comité des négociations (HCN) avec Nasr Al-Hariri et Mohammad Sabra, est également prévue dans l'après-midi.

A Genève, l'Envoyé de l'ONU veut rebondir sur les avancées des négociations qui se sont tenues à Astana, au Kazakhstan, et comme il l'a répété, « battre le fer pendant qu'il est chaud ».

Une « désescalade » ne peut être appliquée « sans un horizon politique », a estimé M. de Mistura lors d'une conférence de presse organisée lundi à la veille de la reprise des pourparlers.

Devant les journalistes, l'Envoyé spécial a qualifié ce nouveau rendez-vous dans la ville suisse de « réunion préparatoire ». Il a ajouté que cette fois-ci l'intention est d'aller un peu plus loin et d'être plus productif. Ces réunions de « proximité », a-t-il annoncé, seront un peu plus interactives, plus proactives et plus fréquentes.

## La croissance mondiale se renforce mais de nombreux pays sont à la traîne, selon l'ONU



Des femmes venant de la campagne vendent des confiture de mangues et de patates douces dans un magasin de transformation des aliments à

Bantantinning, au Sénégal. Photo ONU / Evan Schneider

**16 mai** - La croissance de l'économie mondiale a repris au cours des six derniers mois conformément aux attentes, mais dans de nombreuses régions, elle reste inférieure aux niveaux nécessaires à des progrès rapides vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), selon un rapport de l'ONU publié mardi.

Intitulé 'Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2017', le rapport identifie une reprise provisoire dans la production industrielle mondiale, ainsi que la relance du commerce mondial, principalement en raison d'une hausse des demandes d'importations en provenance d'Asie de l'Est

Le produit brut mondial devrait augmenter de 2,7% en 2017 et de 2,9% en 2018 – des prévisions inchangées par rapport à celles annoncées par les Nations Unies en janvier mais qui marque une accélération notable par rapport au 2,3% de 2016.

S'exprimant sur le rapport, le Sous-Secrétaire général pour le développement économique au sein du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA), Lenni Montiel, a souligné la « nécessité de redynamiser les engagements mondiaux en matière de coordination politique internationale pour réaliser un renouveau équilibré et durable de la croissance économique, en veillant à ce qu'aucune région ne soit laissée pour compte ».

Selon le rapport, l'appui à la reprise économique mondiale signifie une croissance plus forte dans de nombreuses économies développées et dans les économies en transition, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud restant les régions les plus dynamiques au monde. Cependant, la reprise économique en Amérique du Sud émerge plus lentement que prévu et le produit intérieur brut (PIB) par habitant diminue ou stagne dans plusieurs régions d'Afrique.

Les prévisions pour la croissance du PIB dans certains des pays les moins avancés (PMA) ont été revues à la baisse. Depuis janvier, la croissance du groupe dans son ensemble devrait rester bien en deçà de la cible d'au moins 7% des ODD. Le rapport note que, selon la trajectoire actuelle de croissance et en supposant qu'il n'y ait pas de baisse de l'inégalité des revenus, près de 35% de la population des PMA pourraient rester dans l'extrême pauvreté d'ici 2030. Des efforts politiques supplémentaires sont nécessaires pour favoriser un environnement qui accélérera la croissance à moyen terme et luttera contre la pauvreté grâce à des politiques qui traitent des inégalités de revenus et d'opportunités.

Le rapport souligne une combinaison de politiques à court terme pour soutenir la consommation parmi les plus démunis ainsi que des politiques à plus long terme, telles que l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation et l'investissement dans les infrastructures en zones rurales.

Le rapport indique que la dynamique de l'inflation dans les économies développées a atteint un tournant et que les risques de déflation prolongée se sont largement dissipés. En revanche, les pressions inflationnistes ont diminué dans beaucoup de marchés émergents importants, permettant de baisser les taux d'intérêt.

## Plus de 1,2 million de décès d'adolescents chaque année, presque tous évitables, selon l'OMS



Les accidents de la route représentent la principale cause de décès chez les hommes âgés de 10 à 19 ans, tuant 115.000 d'entre eux par an. Photo: OMS

**16 mai** - Plus de 3.000 adolescents meurent chaque jour, soit 1,2 million de décès par an dus en grande partie à des causes évitables, selon un nouveau rapport publié mardi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et ses partenaires.

En 2015, plus des deux tiers des décès sont survenus dans les pays à revenu faible ou intermédiaire en Afrique et en Asie du Sud-Est. Les accidents de la route, les infections des voies respiratoires inférieures et le suicide sont les plus grandes causes de mortalité chez les adolescents, ajoute ce rapport intitulé 'Cadre pour une action mondiale accélérée en faveur de la santé des adolescents : Guide pour aider à la mise en œuvre dans les pays'.

Selon l'OMS et ses partenaires, on peut éviter la plupart de ces décès avec de bons services de santé, l'éducation et l'appui social. Mais, dans de nombreux cas, les adolescents, qui souffrent de troubles de la santé mentale, consomment des drogues ou ont des problèmes de nutrition, ne peuvent pas obtenir les services essentiels de prévention et de soins, soit parce qu'ils n'existent pas, soit parce qu'ils ne les connaissent pas.

De plus, de nombreux comportements ayant des répercussions sur la santé à un stade ultérieur de la vie, comme la sédentarité, la mauvaise alimentation ou les comportements sexuels à risque, commencent à l'adolescence.

« Les adolescents ont été complètement absents des plans nationaux pour la santé pendant des décennies », déplore le Dr Flavia Bustreo, Sous-Directeur général à l'OMS. « Des investissements relativement faibles, axés sur les adolescents, permettront de former des adultes en bonne santé et autonomes qui prospèrent et apportent une contribution positive à leurs communautés, mais aussi d'avoir des générations futures en meilleure santé, avec d'énormes bénéfices à la clé ».

Les données du rapport révèlent de fortes différences dans les causes de mortalité lorsqu'on sépare les adolescents selon l'âge (les plus jeunes de 10 à 14 ans et les plus âgés de 15 à 19 ans) et le sexe.

Le rapport comporte également une gamme d'interventions, allant de la législation sur la ceinture de sécurité à l'éducation sexuelle complète, que les pays peuvent entreprendre pour améliorer leur santé et leur bien-être et pour obtenir une baisse spectaculaire du nombre des décès évitables.

### *Les accidents de la route touchent particulièrement les garçons*

En 2015, les accidents de la route ont été la première cause de mortalité chez les adolescents de 10 à 19 ans, avec environ 115.000 décès. Ce sont les garçons plus âgés, de 15 à 19 ans, qui ont payé le plus lourd tribut. La plupart des jeunes tués dans des accidents de la route sont des usagers vulnérables, comme les piétons, les cyclistes ou les motocyclistes.

On constate cependant de fortes différences entre les régions. Si l'on ne s'intéresse qu'aux pays à revenu faible ou intermédiaire en Afrique, certaines maladies transmissibles, comme le VIH/sida, les infections des voies respiratoires inférieures, la méningite et les affections diarrhéiques font davantage de morts chez les adolescents que les accidents de la route.

### *Les infections des voies respiratoires inférieures et les complications de la grossesse pèsent lourd sur la santé des filles*

Le tableau est très différent pour les filles. Chez les jeunes adolescentes de 10 à 14 ans, les infections des voies respiratoires inférieures, comme la pneumonie, résultant souvent de la pollution de l'air à l'intérieur des habitations par les combustibles utilisés pour la cuisine, sont la première cause de mortalité. Les complications de la grossesse, comme l'hémorragie, l'état septique, la dystocie et les complications des avortements à risque, viennent en tête des causes de décès pour les filles de 15 à 19 ans.

### *Les adolescents ont un risque élevé de comportement auto-agressif ou suicidaire*

Les suicides et les morts accidentelles dues à des actes d'auto-agressivité ont été la troisième cause de mortalité en 2015, avec 67.000 décès selon les estimations. L'auto-agressivité survient en grande partie chez les adolescents plus âgés et, à l'échelle mondiale, c'est la deuxième cause de mortalité chez les adolescentes dans ce groupe d'âge. C'est la première ou la deuxième cause de mortalité chez les adolescents en Europe et en Asie du Sud-Est.

### *Une population vulnérable dans les situations de crise humanitaire et de fragilité*

Les besoins pour la santé des adolescents s'intensifient dans les situations de crise humanitaire et de fragilité. Les jeunes assument souvent des responsabilités d'adultes, y compris s'occuper de leurs frères et sœurs ou travailler, et peuvent être obligés d'abandonner l'école, de se marier ou de se livrer à des rapports sexuels de nature transactionnelle pour satisfaire les besoins fondamentaux de survie. En conséquence, ils souffrent de malnutrition, de traumatismes non intentionnels, de grossesses non désirées, de maladies diarrhéiques, de violences sexuelles, de maladies sexuellement transmissibles et de problèmes de santé mentale.

### *Interventions pour améliorer la santé des adolescents*

« L'amélioration de la façon dont les systèmes de santé s'occupent des adolescents n'est qu'un des éléments pour que leur santé soit meilleure », reconnaît le Dr Anthony Costello, Directeur à l'OMS du Département Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent. « Les parents, les familles et les communautés jouent un rôle extrêmement important, car ils sont les mieux à même d'influer positivement sur le comportement et la santé des adolescents ».

Le rapport préconise des interventions intersectorielles, dont une éducation sexuelle complète dans les écoles; une limite d'âge plus élevée pour la consommation d'alcool; l'obligation légale des ceintures de sécurité et du casque; la diminution de l'accès aux armes à feu et de leur mauvaise utilisation; la réduction de la pollution de l'air à l'intérieur des habitations grâce à des combustibles plus propres pour la cuisine; et l'augmentation de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Il donne également des explications détaillées sur la manière pour les pays de mettre en pratique ces interventions avec des programmes de santé pour les adolescents.

Le rapport a été produit par l'OMS en collaboration avec l'ONUSIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ONU Femmes, la Banque mondiale, l'initiative 'Toutes les femmes, tous les enfants' et le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent.

## **Le Conseil de sécurité condamne les tirs de missiles balistiques par la Corée du Nord les 28 avril et 13 mai**



**16 mai** - Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont fermement condamné lundi soir les récents tirs de missiles balistiques menés par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) le 28 avril et le 13 mai 2017.

Dans une déclaration à la presse, le Conseil de sécurité s'est dit inquiet du comportement déstabilisant de la RPDC et de ses provocations à son égard en procédant à ces tirs en violation de ses obligations internationales.

Les membres du Conseil ont promis « de mettre pleinement en œuvre toutes les mesures imposées à la République populaire démocratique de Corée par le Conseil de sécurité » et ont exhorté tous les autres États membres à le faire « de manière rapide et sérieuse ».

Ils ont convenu que le Conseil continuerait de suivre de près la situation et prendrait d'autres mesures importantes, y compris des sanctions, conformément à la détermination précédemment exprimée par le Conseil.

Selon les membres du Conseil, les activités illégales de missiles balistiques de la RPDC « contribuent au développement de systèmes de lancement d'armes nucléaires et augmentent considérablement les tensions dans la région et au-delà ».

Ils ont souligné combien il était important que la RPDC manifeste « immédiatement un engagement sincère envers la dénucléarisation par des actions concrètes ».

À cette fin, le Conseil de sécurité a demandé à la Corée du Nord de ne plus procéder à des essais nucléaires et de missiles balistiques.

Les membres du Conseil ont réitéré l'importance de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et dans l'Asie du Nord-Est en général. Ils ont exprimé leur attachement à une solution pacifique, diplomatique et politique à la situation et se sont félicités des efforts de membres du Conseil, ainsi que d'autres États, pour faciliter une solution pacifique et globale par le dialogue.

Le Conseil de sécurité devait avoir des consultations à huis-clos mardi après-midi sur cette question.

## Abyei : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la FISNUA jusqu'au 15 novembre 2017



Casques bleus de l'ONU en patrouille à Abyei (archives). Photo ONU/Stuart Price

**16 mai** - Constatant que la situation qui règne à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud continue de menacer gravement la paix et la sécurité internationales, le Conseil de sécurité a prorogé lundi de six mois, jusqu'au 15 novembre 2017, le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA).

En adoptant, à l'unanimité de ses 15 membres, la résolution 2352 (2017), présentée par les États-Unis, le Conseil décide que la présente prorogation de la modification du mandat établie dans la résolution 2024 (2011) sera la dernière à moins que les deux parties ne montrent, par leurs actions, qu'elles sont clairement résolues et s'engagent fermement à mettre en œuvre le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière.

Par cette résolution, le Conseil exige à nouveau du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils mettent en place « sans délai » l'administration et le Conseil de la zone d'Abyei, en sortant de l'impasse au sujet de la composition dudit Conseil, et créent le Service de police d'Abyei, notamment pour protéger les infrastructures pétrolières, conformément aux engagements qu'ils ont pris dans l'Accord du 20 juin 2011.

Dans le préambule du texte, le Conseil de sécurité se déclare en effet « profondément préoccupé » par l'absence d'administration publique et d'état de droit dans la zone d'Abyei. Le Conseil décide également de réduire l'effectif maximum autorisé à 4.791 militaires.

Le Conseil condamne la présence intermittente de personnel des services de sécurité sud-soudanais et le déploiement des unités de la police du pétrole de Diffra dans la zone d'Abyei, et toute entrée de milices armées sur le territoire. Il exige à nouveau que le Gouvernement sud-soudanais retire ses forces de sécurité de la zone d'Abyei et que le gouvernement soudanais en retire la police du pétrole de Diffra.

La FISNUA doit, en vertu de ce texte, poursuivre le dialogue avec le Comité mixte de contrôle d'Abyei et les populations misseriya et ngok dinka en vue de garantir pleinement le respect du statut d'Abyei comme zone exempte d'armes.

En outre, le Conseil demande instamment aux deux gouvernements de prendre des mesures de renforcement de la confiance entre les différentes communautés, lesquelles sont exhortées à s'abstenir de tout acte ou discours provocateur pouvant

susciter des affrontements violents.

## Yémen : l'ONU vient en aide aux déplacés et s'inquiète de la détérioration de la situation humanitaire à Taëz



L'aide du HCR est distribuée à plus de 6.200 personnes dans le district de Mokha, l'une des régions les plus touchées dans le gouvernorat de Taëz, au Yémen.  
Photo: HCR / Adem Shaqi

**16 mai** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est inquiété mardi de la détérioration de la situation humanitaire dans le gouvernorat de Taëz, au Yémen, où les hostilités ont causé le déplacement de près de 50.000 personnes depuis début 2017.

Ces déplacés s'ajoutent aux trois millions de personnes déjà déracinées depuis le début du conflit dans le pays. Parmi elles, deux millions sont déplacées internes et un million sont rentrées temporairement chez elles des conditions précaires.

Sur le terrain, les équipes du HCR ont pu procéder la semaine dernière à des distributions d'urgence dans le district de Mokha, l'une des zones les plus affectées du gouvernorat de Taëz, où l'accès humanitaire est difficile en raison des affrontements et des restrictions de mouvement imposés par les parties au conflit.

« Le HCR a réussi à accéder à Mokha pour la troisième fois cette année », a précisé William Spindler, un porte-parole du HCR lors d'un point de presse ce mardi à Genève. Près de 6.200 personnes ont ainsi bénéficié de la toute dernière distribution d'articles de secours à Mokha.

A Mokha, les équipes du HCR ont observé une aggravation des conditions pour les personnes déplacées par le conflit et les communautés locales qui les accueillent. Beaucoup vivent en plein air dans des conditions difficiles et sans abri décent, ni protection, ni assistance matérielle.

A Hudaydah, les équipes du HCR ont également observé une forte hausse des besoins humanitaires. Les personnes déplacées vivent désormais dans les rues, certains ayant trouvé abri sur les trottoirs. Des personnes parmi les plus vulnérables, y compris des ménages dirigés par des femmes ou des enfants, se tournent vers des stratégies de survie préjudiciables. Par exemple, la mendicité et le travail des enfants sont désormais répandus à travers tout le gouvernorat.

En prévision d'une nouvelle intensification des hostilités, le HCR s'efforce avec des partenaires humanitaires de répondre aux déplacements supplémentaires selon différents scénarios. Le HCR pré-positionne notamment du matériel de secours pour venir en aide aux personnes affectées. Le HCR fournira également des équipes de secours mobiles pour distribuer des articles de secours de première nécessité, assurer des services de protection élémentaire et organiser des abris d'urgence dans les lieux de destination finale des personnes déplacées sous forme de matériel d'abri, de bons, d'allocations d'aide financière ou de subventions de trésorerie pour la location de logement, selon les besoins.

Concernant la situation sanitaire, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a souligné de son côté que plus de 11.000 cas suspects de diarrhée ont été signalés jusqu'ici au Yémen dont plus de 250 cas confirmés de choléra.

Lors d'un point de presse ce mardi à Genève, un porte-parole de l'UNICEF, Christophe Boulhierac, a ajouté que le dernier bilan fait état de 130 morts dont certains sont confirmés du choléra. Selon lui, 25% des cas proviennent de Sanaa et le tiers des malades sont des enfants.

De façon générale, l'ONU estime que 7,6 millions de personnes vivent dans des zones à haut risque de choléra. Le caractère inadéquat des infrastructures sanitaires, conjugué aux déplacements et aux abris et camps surpeuplés, accroît le risque de transmission d'individu à individu.

Face à cette urgence sanitaire, l'ONU a créé deux centres d'urgence, à Aden et à Sanaa, avec des équipes de réaction rapide qui surveillent et traitent les sources d'eau contaminées. L'UNICEF et ses partenaires s'investissent ainsi dans le traitement curatif en fournissant aux centres de santé des kits de traitement de la diarrhée, des sels de réhydratation orale et des comprimés de traitement de l'eau.

## Kosovo : toujours pas de dégel des relations entre Belgrade et Pristina, selon l'envoyé de l'ONU



Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), lors d'une présentation au Conseil de sécurité. Photo ONU / Eskinder Debebe

**16 mai** - Dans un contexte marqué ces derniers mois par un regain de tensions entre Pristina et Belgrade, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, Zahir Tanin, a estimé mardi devant le Conseil de sécurité de l'ONU que la situation demeurerait volatile, en raison notamment de la prolifération, de part et d'autre, de « déclarations irresponsables et incendiaires ».

M. Tanin, qui dirige la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), a indiqué que les deux parties n'ont eu de cesse de s'accuser mutuellement de provocations, alors même que le processus de normalisation de leurs relations nécessite une coopération sans faille.

Au niveau politique, la décision de convoquer une élection parlementaire anticipée en juin au Kosovo, suite à l'effondrement de l'alliance au pouvoir forgée en 2014, a été, selon M. Tanin, un développement important. Ces élections, a-t-il espéré, permettront d'assurer une plus grande diversité au niveau de la représentation politique au Kosovo.

Toutefois, le Représentant spécial s'est dit consterné par l'attaque dont a été victime le week-end dernier Arbana Xharra, une « grande figure des médias qui avait rejoint il y a peu le sérail politique ». Il a appelé à une enquête complète et rapide sur cet incident, jugé d'autant plus préoccupant qu'il a eu lieu en début de campagne.

Le Représentant spécial a également constaté que la volonté des dirigeants kosovars de transformer la Force de sécurité du Kosovo en une force armée par simple modification législative, plutôt que par révision de la Constitution, a faibli, ce qui est selon lui un signe positif.

Toutefois, le Représentant spécial a fait état de « distractions » qui ne permettent pas de promouvoir le dialogue facilité par l'Union européenne entre Belgrade et Pristina, notamment afin d'aboutir à la création d'une association/communauté des municipalités à majorité serbe du Kosovo.

M. Tanin a ainsi regretté les slogans « intolérants et ethno-nationalistes » qui ont caractérisé la période, notamment suite à l'arrestation à Paris par les autorités françaises, le 4 janvier dernier, du dirigeant du parti d'opposition Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK) et ancien Premier Ministre, Ramush Haradinaj, pour sa participation présumée à des crimes de guerre commis au Kosovo au cours de la période 1998-1999.

En effet, le 7 avril, a indiqué le Représentant spécial, Daut Haradinaj, membre du AAK, député à l'Assemblée du Kosovo et frère de Ramush Haradinaj, a proféré la menace d'une « guerre » et d'« un Kosovo ethniquement pur » si son frère devait être transféré à Belgrade par les autorités françaises, suite à la demande d'extradition faite par les autorités serbes.

Ajoutant aux tensions, a poursuivi M. Tanin, le Président serbe sortant, Tomislav Nikolić, a ensuite qualifié M. Haradinaj de « chien enragé ».

« De telles incitations à la haine ne sont pas compatibles avec un discours politique digne », a estimé le Représentant spécial, qui a également constaté l'apparition de tensions entre l'Albanie et la Serbie sur la question de l'intégration des différentes communautés albanaises vivant en Serbie à des ensembles régionaux et sous-régionaux.

M. Tanin s'est toutefois dit encouragé par les associations des familles de personnes disparues, qui ont offert un exemple de dialogue constructif entre Belgrade et Pristina.

Il a appelé les dirigeants des deux parties à « transcender les divisions ethno-nationalistes, au lieu de les amplifier ». Il a également appelé le Conseil à user de son influence pour encourager les deux parties au dialogue dans l'intérêt des populations concernées.

## Iraq : les habitants de Mossoul déplacés vont devoir affronter les fortes chaleurs de l'été, prévient l'OIM



Des centaines de milliers de personnes déplacées en Iraq vont devoir affronter les chaleurs de l'été. Photo OIM

**16 mai** - Des centaines de milliers d'habitants de la ville de Mossoul, en Iraq, qui ont été déplacés par les affrontements, vont devoir affronter des températures très élevées au cours des mois qui viennent, ce qui aura un impact sur leur santé, a prévenu l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Avec des températures approchant aujourd'hui 37 degrés Celsius et qui vont continuer à augmenter, les prochains mois vont être difficiles, a souligné un fonctionnaire de l'OIM, Hala Jaber, sur le site de Qayara, au sud de la zone des combats.

Ce site de l'OIM installé sur l'ancienne piste d'atterrissage de l'aéroport de Qayara accueille plus de 52.000 Iraquiens déplacés. La chaleur suffocante a déjà un impact sur la santé et les conditions de vie des personnes vivant sur ce site.

À partir de juin, les températures dans le gouvernorat de Ninive atteindront, et parfois dépasseront, les 50 degrés Celsius. Les tentes qui ont protégé du froid les résidents pendant les mois d'hiver seront difficiles à tolérer en été, car les températures y sont supérieures d'au moins 10 degrés par rapport à l'extérieur.

Alors que le site de Qayara est à pleine capacité, les équipes de l'OIM sont en train de s'assurer que toutes les familles déplacées sont équipées des matériaux qui aideront à soulager une partie de l'inconfort de l'été.

Des kits vont être distribués et comprendront des boîtes de refroidissement à capacité de 40 litres, des ventilateurs avec des batteries qui peuvent continuer à fonctionner quatre heures supplémentaires lorsque l'alimentation électrique est en panne, des feuilles de plastique pour remplacer les tapis d'hiver et des draps de lit d'été.

Quelque 5.400 kits d'été ont déjà été distribués à des familles déplacées arrivées sur les sites d'urgence depuis la fin de mars 2017.

Les centres de santé primaires de l'OIM à la fois à Qayara et à Haj Ali, qui accueillent 34.000 personnes, distribuent des médicaments en moyenne à 1.800 patients chaque semaine.

« Des centaines de milliers d'Iraquiens déplacés de Mossoul ont échappé au conflit mais ont maintenant besoin d'une aide humanitaire pour survivre. Forcés de fuir leurs maisons et exposés aux éléments, ils sont particulièrement vulnérables aux chaleurs de l'été », a déclaré Thomas Iothar Weiss, chef de mission de l'OIM en Iraq. « Le personnel de l'OIM fournit une assistance d'urgence, mais un financement supplémentaire est nécessaire pour couvrir l'ampleur des besoins ».